



Date : 17/01/2020

DEMANDE DE COTATION RFQ N° UNFPA/GIN/RFQ/2020/001

Madame, Monsieur,

L'UNFPA sollicite par la présente une cotation pour le service suivant :

« Enquête de perception sur le projet d'appui à la réduction de l'instrumentalisation et des violences politico-sociales des jeunes taxi-motards en période électorale ».

L'UNFPA nécessite la prestation pour recueillir des données quantitatives et qualitatives permettant d'assurer une meilleure connaissance de l'implication des Taxi-motards dans l'instrumentalisation politico-sociales pendant les périodes électorales.

Cette Demande de Cotation est ouverte à toutes les sociétés légalement constituées en mesure de fournir les services et qui disposent de la capacité juridique pour exercer dans le pays ou par l'intermédiaire d'un représentant agréé.

I. À propos de l'UNFPA

L'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la Population, est une Agence internationale de développement dont le but est de réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger, et le potentiel de chaque jeune est accompli.

L'UNFPA est la principale Agence des Nations Unies qui permet aux femmes et aux jeunes d'avoir une vie sexuelle et reproductive saine. Pour en savoir plus au sujet de l'UNFPA, veuillez visiter : [À propos de l'UNFPA.](#)

Spécifications/Cahier de charges

1. Justification :

Dans leur mission d'appui au Gouvernement Guinéen, trois agences du Système des Nations Unies à savoir le Fonds des Nations Unies pour la Population - UNFPA, L'Organisation Internationale Pour les Migrations - OIM et le Programme de Nations Unies pour le Développement - PNUD, en collaboration avec le Secrétariat Technique du Fonds de Consolidation de la Paix -PBF, ont élaboré un projet conjoint dénommé: ***Appui à la réduction de l'instrumentalisation et des violences politico-sociales des jeunes taxi-motards en période électorale.***

Le projet d'appui à la réduction de l'instrumentalisation et des violences politico-sociales des jeunes taxi-motards en période électorale a pour objectif de transformer les jeunes taxis-motards issus de zones conflictogènes en agent de pacification en période électorale (avant, pendant et après les élections). Cela à travers leurs capacitation en matière de gestion de conflits, la valorisation de la professionnalisation de leur métier et la mise en place d'un climat local de gouvernance qui inspire la confiance entre les acteurs (opérateurs de taxi-motos, communautés et autorités locales) grâce à des mécanismes d'échanges et de redevabilité.

Selon les estimations de l'Institut National de la Statistique, la Guinée compte douze millions deux cent dix-huit trois cent cinquante-sept d'habitants en 2019 (12 218 357 habitants) dont 66 vivent en milieu rural et le taux d'accroissement annuel est de 2,8 % avec une majorité des femmes (51,7%). La structure par âge a montré que la population guinéenne est très jeune, soit 45% sont de moins de 15 ans. L'âge moyen de l'ensemble de la population est de 21,9 ans. Il est plus élevé chez les femmes (22,1 ans) que chez les hommes (21,7 ans). On observe que la population rural est légèrement plus jeune (21,8 ans) que celle du milieu urbain (22 ans). Par ailleurs, plus de la moitié de la population guinéenne est constituée des enfants de moins de 17 ans. Il existe une disparité entre le milieu urbain et le milieu rural. En effet, en milieu urbain, la moitié de la population à moins de 18 ans tandis qu'en milieu rural la moitié de la population à moins de 15 ans. Le fait que la population rurale soit plus jeune que la population urbaine pourrait s'expliquer par deux facteurs principaux : en grande partie par une fécondité plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain et l'exode rural qui vide le milieu rural de sa population potentiellement active.

Les disparités entre hommes et femmes demeurent dans plusieurs domaines de la vie économique et sociale. L'analphabétisme touche 61% des femmes contre 44% chez les hommes (EDS, 2018). Le taux de chômage chez les femmes est de 3,2% contre 6,3% chez les hommes. Cette situation est plus prononcée en milieu urbain (11,1) qu'en milieu rural (2,3). Cependant, l'emploi manuel non qualifié est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes (12,2 % contre 3,5).

Les principales données sociodémographique nécessaires pour établir la situation de référence dans les zones d'intervention du projet seront fournies par les projections de données du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH). Cependant, même si cette opération de collecte de

grande envergure abordent pratiquement tous les domaines d'interventions du projet, elle ne couvre pas entièrement les populations cibles notamment les organisations de la société civile.

Pour pallier ces insuffisances et afin de disposer d'informations fiables, détaillées et actuelles sur la situation réelle dans les zones potentielles d'intervention, il est indispensable de mener une série d'études auprès des structures impliquées dans la mise en œuvre du projet à travers ces deux résultats stratégiques : i) **Les violences liées à l'instrumentalisation sociale et politique des jeunes conducteurs de taxi-moto sont réduites avant, pendant et après les périodes électorales de 2019 et 2020** et ; ii) **Les jeunes taxis-motards des zones ciblées deviennent des acteurs et des vecteurs de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale au sein de leurs communautés** sur la façon dont ces problèmes pourraient être résolus grâce à une planification et une programmation beaucoup plus ciblées, efficaces et efficaces.

2. Objectifs de l'étude

Le processus d'analyse de la situation de référence permet de recueillir des données pour établir une base de planification ou pour permettre l'appréciation des progrès dans le cadre d'un suivi régulier et l'évaluation des résultats. En effet, sans une analyse de la situation de référence, il sera très difficile d'identifier les meilleures pratiques à poursuivre et à hiérarchiser les domaines à renforcer.

L'étude vise principalement le recueil de données quantitatives et qualitatives pour assurer une meilleure connaissance sur l'implication des Taxi-motards dans l'instrumentalisation politico-sociales pendant les périodes électorales.

D'une manière spécifique, l'étude cherche à renseigner les indicateurs du projet d'**Appui à la réduction de l'instrumentalisation et des violences politico-sociales des jeunes taxi-motards en période électorale** suivants répartis par résultats et produits :

Résultat 1: **Les violences liées à l'instrumentalisation sociale et politique des jeunes conducteurs de taxi-moto sont réduites avant, pendant et après les périodes électorales de 2019 et 2020.**

- *Proportion de la population croyant à l'implication des jeunes taxi-moto dans les violences liées aux manifestations socio-politiques ;*
- *Nombre de cas de violences dans lesquelles les jeunes conducteurs de taxi-moto sont impliqués avant, pendant et après les échéances électorales ;*
- *Pourcentage des jeunes taxis moto ayant renoncé aux cortèges politiques avant, pendant et après les épisodes électorales.*

Produit 1.1: Un mécanisme de dialogue et de redevabilité entre les responsables des partis politiques, les autorités locales, les communautés et les jeunes taxi-motards est mis en place et fonctionnel.

- *Nombre de mécanismes de dialogue et de redevabilité mise en place entre les différents acteurs dans les communes cibles ;*



- *Nombre de mécanismes de dialogue et de redevabilité fonctionnels entre les différents acteurs dans les communes cibles.*

Produit 1.2: Les responsables des partis politiques et les leaders syndicaux des taxi-motards sont sensibilisés et conscientisés sur les dangers de l'instrumentalisation ;

- *Nombre de responsables de partis politiques et leaders syndicaux (hommes et femmes) sensibilisés sur les dangers de l'instrumentalisation des jeunes taxi-motards et les risques de violence*

Produit 1.3: La société civile assure le contrôle citoyen sur la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre des déclarations publiques des acteurs clés et remonte les informations aux groupes d'influence (PRGI, CLJ, CLSPD) et partage avec les communautés, la police, les autorités locales et les leaders syndicaux de taxi-motards ;

- *Nombre de cas de violation des engagements par les acteurs clés remontés par la société civile au groupe d'influence ;*
- *Nombre de rapport de suivi des engagements produits par les instances de la société civile qui sont partagés avec les communautés, la police, les autorités locales et les leaders syndicaux de taxi-motards.*

Résultat 2 : Les jeunes taxis-motards des zones ciblées deviennent des acteurs et des vecteurs de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale au sein de leurs communautés.

- *Pourcentage de jeunes taxis-motards agissant comme acteurs de paix au sein de leurs communautés ;*
- *Niveau de perception des communautés sur le rôle des taxis-motards dans le renforcement de la cohésion sociale ;*
- *Nombre des initiatives de paix promues par les taxis-motards au sein de leurs communautés.*

Produit 2.1: Les capacités des jeunes taxi-motards et des leaders communautaires sont renforcées en techniques de prévention et de gestion des conflits ;

- *Nombre de jeunes hommes et femmes conducteurs de taxi-moto outillés en technique de prévention et de gestion de conflits au sein de communautés ciblées ;*

Produit 2.2: Les capacités organisationnelles et entrepreneuriales des taxi-motards sont renforcées.

- *Nombre des associations de conducteurs de taxi moto formalisées*

3. Méthodologie

Pour assurer une appropriation des résultats, l'exercice sera conduit à travers un processus participatif. Les principales parties prenantes seront invitées à prendre une part active à la détermination de l'approche méthodologique et des outils à utiliser.

Le champ de l'étude est constitué par les zones ciblées d'intervention potentielle du projet d'appui Taxi. Il comprend les cinq communes de la ville et la commune urbaine de la préfecture de N'Zérékoré.

La stratégie de collecte et d'analyse des données combinera des méthodes qualitatives et quantitatives et utilisera des sources diverses de données.

L'analyse situationnelle comportera les principales approches suivantes :

- a. Une **revue** portant sur les principaux documents suivants pour recueillir les informations sur certains indicateurs du document du projet y compris la répartition des structures de santé d'une part, et la prise en compte des questions de populations dans les documents cadres de développement au niveau local d'autre part :
 - Rôle des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits ;
 - Rôle des jeunes dans la prise de décision au milieu communautaire y compris l'organisation des élections ;
 - les documents de politique et de planification aux niveaux régional et local (PNDES, PNJ, PDL, etc.) ;
 - les rapports d'enquête (en particulier EDS, MICS, ELEM...).
- b. Une **enquête auprès des points de regroupement de prestataires de Taxi-moto** pour la disponibilité et l'offre de services de transport et sera réalisée auprès des cibles ci-après :
 - Les taxi-motards ;
 - Les syndicats des taxi-motards ;
- c. Une **enquête auprès des services techniques déconcentrés, décentralisés et les organisations de la société civile des régions cibles** pour apprécier les capacités techniques en matière de collecte et d'analyse de données ainsi que dans le domaine de l'intégration des questions de prévention et de gestion de conflits dans les cadres de développement (plans, programmes et projets). Elle s'adresse aux structures suivantes et à leur personnel :
 - Services déconcentrés (Santé, Éducation, Jeunesse, Affaires sociales, sécurité routière, Direction de Statistique et de Planification)
 - Les services décentralisés (Mairies) ;
 - Organisations de la Société Civile locales.
- d. Une **enquête auprès de la communauté (entretiens semi structurés et focus group)** pour apprécier les représentations, les perceptions et les attitudes vis-à-vis l'ampleur de l'instrumentalisation des jeunes conducteurs de taxi-moto et des violences basées sur le genre (VBG). Elle sera adressée aux cibles suivantes :



- Femmes et jeunes y compris les adolescents ;
- Comités de gestion et autres mécanismes de prévention des VBG ;
- Leaders syndicaux y compris les leaders communautaires et autres informateurs clés.

Des outils appropriés pour le recueil des données de cette nature seront développés pour répondre au besoin de chaque type d'enquête. Les données recueillies (données textuelles et quantitatives) seront saisies et traitées à travers des logiciels d'exploitation et d'analyse appropriées.

4. Profils des de recherches/cabinets ciblés

Pour la réalisation de cette étude, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) souhaite recourir aux services d'un cabinet ou d'un consortium de consultants disposant de l'expertise et de l'expérience nécessaires dans la conduite des enquêtes démographiques et sociologiques. Le Cabinet ou consortium de consultants devra utiliser un personnel ayant de très bonne connaissance du contexte et des enjeux locaux (économique, social, politique...) et une connaissance avérée sur le développement local, les questions de jeunesse, la prévention de conflits, des approches de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et filles.

Le consultant principal doit avoir ;

- Au moins un master 2 en sociologie (du développement), sciences sociales, démographie ou tout autre domaine pertinent.
- Une expérience de plus de 5 ans dans la conduite d'étude similaire ;
- Des ressources humaines familiarisées aux langues nationales sousou, poular, Kpèlé, toma, Kissi et malinké.

5. Le cabinet d'étude/ consortium travaillera sous la supervision du responsable de l'unité l'information stratégique en collaboration avec l'unité jeunes du bureau UNFPA. **Durée de l'étude, principales tâches et livrables**

La consultation est prévue pour une durée de 7 semaines, à partir de la date de signature du contrat. À titre indicative les principales activités, dont certaines peuvent s'effectuer concomitamment, comprennent :

1. L'élaboration d'une méthodologie et le développement des outils pour la collecte des données (**1 semaine**) ;
2. Le partage la méthodologie détaillée et des outils avec le comité technique du projet pour validation et la formation du personnel de collecte sur les outils (**1 semaine**) ;
3. La revue des documents disponibles, la collecte et le contrôle des données complémentaires sur le terrain (**2 semaines**) ;
4. La transcription des données qualitatives, la saisie et la tabulation des données quantitatives (**1 semaine**) ;

5. L'analyse des données collectées et la rédaction d'un rapport préliminaire à partager avec le comité technique du projet avant la restitution pour commentaires (2 semaines) ;
6. La restitution du rapport préliminaire (1 jour) ;
7. La finalisation du rapport, intégration des commentaires (6 jours)

6. Chronogramme prévisionnel

Activités	JANVIER		FEVRIER			MARS
Semaine	S3	S4	S 1	S2	S 3	S4
Élaborer une méthodologie et développer des outils pour la collecte						
Partager les outils avec UNFPA et former le personnel de collecte sur les outils						
Procéder à la revue des documents disponibles et à la collecte et au contrôle des données complémentaires sur le terrain						
Exploitation						
Analyse + Rapport provisoire						
Restitution (1 jour) et production rapport final						

7. Les résultats attendus sont les suivants :

- ▶ Un rapport de l'étude, y compris des données sur chacun des indicateurs ci-dessus
- ▶ L'ensemble des bases de données quantitatives (sous SPSS/KOBO) et textuelles.

8. Outils :

Le cabinet proposera les outils pour chaque type de méthode de collecte.

- Un questionnaire pour les prestataires de services moto- taxi
- Un questionnaire d'entretien avec les prestataires de services déconcentrés et décentralisés et de la société civile ;
- Un guide d'entretien avec les populations bénéficiaires ;



II. Questions

Les demandes de clarification doivent être communiquées par écrit au contact ci-dessous :

Nom de la personne de contact à l'UNFPA :	<i>Victor Kaya-Mandzila</i>
Adresse e-mail du contact :	<i>kaya@unfpa.org</i>

La date limite pour envoyer des questions est fixée au *Mardi 27/01/2020, à 16h heure de Conakry*. Les réponses aux questions seront communiquées par écrit à toutes les parties le plus rapidement possible après ce délai.

III. Contenu des Cotations

Les Cotations doivent être envoyées en un seul e-mail, si la taille le permet. Les Cotations doivent contenir :

- a) L'offre technique, correspondant aux exigences définies dans les spécifications et le cahier de charges.
- b) Le devis financier, en respectant strictement le formulaire de devis financier.

Les deux parties de la cotation doivent être signées par l'autorité compétente de la société soumissionnaire et envoyées en format PDF.

IV. Instructions de soumission

Les offres doivent être préparées conformément aux recommandations présentées dans la section III ci-dessus et envoyées au plus tard le : 03 Février 2020, à 16h heure de Conakry.

a. Si vous décidez d'envoyer votre soumission en copie papier, votre offre technique et votre devis financier doivent être soumises dans des enveloppes séparées et scellées, placer les deux (02) enveloppes dans une grande enveloppe avec la référence **RFQ N° UNFPA/GIN/RFQ/2020/001 «Enquête de perception sur le projet d'appui à la réduction de l'instrumentalisation et des violences politico-sociales des jeunes taxi-motards en période électorale »** et envoyer à l'adresse suivante :

Fonds des Nations Unies pour la Population
Secrétariat de la Représentation de l'UNFPA
situé au 3eme étage de la Maison Commune des Nations Unies, Coléah Lansébounyi
Guinée- Conakry

b. Si vous décidez d'envoyer une soumission électronique, votre offre technique et votre devis financier doivent être soumises dans le même e-mail au contact indiqué ci-dessous :

Nom du contact de l'UNFPA :	<i>Victoria AJAVON</i>
Adresse e-mail du contact :	<i>ajavon@unfpa.org</i>

Veillez lire les recommandations suivantes pour les soumissions électroniques :

- La référence suivante doit être incluse dans le champ de l'objet de l'e-mail :
RFQ N° UNFPA/GIN/RFQ/2020/001 «Enquête de perception sur le projet d'appui à la réduction de l'instrumentalisation et des violences politico-sociales des jeunes taxi-motards en période électorale »



Les e-mails ne contenant pas l'objet correct pourront ne pas être pris en compte par le fonctionnaire en charge de l'approvisionnement et donc ignorés.

- La taille totale de l'e-mail ne doit pas excéder **20 MB (y compris le corps de l'e-mail, les pièces jointes et les en-têtes)**. Si les détails techniques sont inclus dans des fichiers électroniques de grande taille, il est recommandé de les envoyer séparément avant la date de clôture.

V. Vue d'ensemble du processus d'évaluation

L'évaluation sera réalisée au moyen d'un processus en deux étapes par une commission d'évaluation ad hoc. Les offres techniques seront évaluées et notées en premier, avant l'évaluation et la notation des offres financières.

Évaluation technique

Les offres techniques seront évaluées sur la base de leur conformité aux spécifications de service ou au cahier de charges présenté dans la section II et conformément aux critères d'évaluation ci-dessous.

Critères	[A] Maximum de points	[B] Points obtenus par le soumissionnaire	[C] Pondération (%)	[B] x [C] = [D] Total des points	
Démarche technique, méthodologie et niveau de compréhension des objectifs du projet	100		20 %		
Planification des travaux ou calendrier indiqué dans l'offre et adéquation aux objectifs du projet	100		20 %		
Expérience professionnelle du personnel employé pour le projet et expertise démontrée dans l'évaluation et les processus liés (CV, etc.)	100		15 %		
Expérience spécifique et expertise pertinente en lien avec la tâche à réaliser	100		30 %		
Profil de la société et adéquation au projet	100		15 %		
<i>Total de tous les critères</i>	500		100 %		

La grille de notation suivante sera utilisée pour garantir une évaluation objective :

Respect des exigences du cahier de charges sur la base des preuves fournies dans la soumission	Points Sur 100
Dépassement significatif des exigences	90 – 100
Dépassement des exigences	80 – 89
Respect des exigences	70 – 79
Respect partiel des exigences	1 – 69
Non-respect des exigences ou informations servant à l'évaluation du respect des exigences non communiquées	0

Évaluation financière

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique a obtenu un score minimum de [50-70] points seront évaluées.

Les offres financières seront évaluées en fonction du formulaire de devis financier. Le nombre maximum de points accordé à l'offre financière est de 100, et sera attribué au prix total le plus bas indiqué dans le devis. Tous les autres devis financiers recevront un nombre de points inversement proportionnel calculé sur la base de la formule suivante :

$$\text{Score financier} = \frac{\text{Devis moins-disant (\$)}}{\text{Devis à évaluer (\$)}} \times 100 \text{ (Score maximum)}$$

Score total

Le score total de chaque offre sera constitué de la somme pondérée des scores technique et financier. Le score total maximum est de 100 points.

$$\text{Score total} = [50 - 70 \%] \text{ du score technique} + [50 - 30 \%] \text{ du score financier}$$

VI. Critères d'attribution

L'UNFPA attribuera un contrat de service professionnel au(x) soumissionnaire(s) ayant obtenu le score total le plus élevé.

VII. Droit de l'UNFPA de modifier les quantités au moment de l'attribution du marché

L'UNFPA se réserve le droit, au moment d'attribuer le marché, d'augmenter ou de réduire jusqu'à 20 % les volumes de service spécifiés dans cette Demande de Cotation, sans aucune modification du prix à l'unité ou des conditions générales.

VIII. Conditions de paiement

Les conditions de paiement de l'UNFPA sont de 30 jours nets à compter de la date de réception de la facture et de la livraison/acceptation des prestations correspondant à l'échéance liée au paiement, comme indiqué dans le contrat.



IX. Fraude et corruption

L'UNFPA s'engage à prévenir, identifier et traiter tout acte de fraude à son encontre et à l'encontre des tierces parties impliquées dans ses activités. La politique de l'UNFPA en matière de fraude et de corruption est disponible ici : [Politique contre la fraude](#). La soumission de toute offre implique que le Soumissionnaire a pris connaissance de ladite politique.

Les fournisseurs, ainsi que leurs filiales, représentants, intermédiaires et mandants devront coopérer, lorsque la demande leur en est faite, avec le Bureau de l'audit et des investigations de l'UNFPA, avec toute entité de contrôle mandatée par le Directeur exécutif de l'UNFPA et avec le conseiller en déontologie de l'UNFPA. Cette coopération peut prendre les formes suivantes, mais sans s'y restreindre : accès à tous les employés, représentants, agents, cessionnaires du vendeur ; mise à disposition de tous les documents nécessaires, y compris la comptabilité. Toute non-coopération aux investigations menées constitue une raison suffisante pour que l'UNFPA résilie l'accord et pour retirer le fournisseur de la liste des fournisseurs agréés auprès de l'UNFPA.

Les soumissionnaires peuvent accéder à une ligne anti-fraude confidentielle pour dénoncer les activités frauduleuses à l'adresse suivante : [Ligne anti-fraude de l'UNFPA](#).

X. Politique de tolérance zéro

L'UNFPA applique une politique de tolérance zéro concernant les cadeaux et l'hospitalité. Il est donc demandé aux fournisseurs de ne pas envoyer de cadeaux ou de proposer l'hospitalité au personnel de l'UNFPA. De plus amples détails concernant cette politique sont disponibles à l'adresse suivante : [Politique de tolérance zéro](#).

XI. Contestation du processus de Demande de Cotation

Les soumissionnaires qui estiment avoir été traités injustement ou inéquitablement dans le cadre de l'appel d'offres, de l'évaluation ou de l'adjudication d'un contrat pourront envoyer une réclamation au chef de l'unité concernée de l'UNFPA « Mme Barbara SOW Représentante UNFPA-Guinée » à l'adresse suivante : bmsow@unfpa.org. Si le fournisseur n'est pas satisfait de la réponse fournie par le chef de l'unité concernée, il peut contacter le Chef de la Division des services d'approvisionnement à l'adresse procurement@unfpa.org.

XII. Avertissement

Si un des liens contenus dans ce document est indisponible ou inaccessible pour quelque raison que ce soit, les soumissionnaires peuvent contacter le fonctionnaire en charge de l'approvisionnement pour demander ces documents au format PDF.

Bordereau de prix

Nom du Soumissionnaire :

Date de la cotation :

Cliquez ici pour indiquer une date.

Numéro de la demande de cotation :

UNFPA/GIN/RFQ/2020/001

Devise de la cotation :

GNF

Frais de livraison sur la base de l'Incoterm 2010 suivant :

Sélectionner une règle.

Durée de validité de la cotation :

(Le devis doit être valide pour une période d'au moins trois mois après la date de clôture de la soumission)

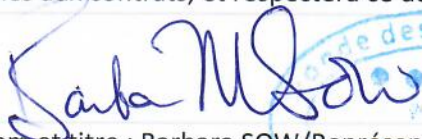
3 mois

- L'UNFPA étant exempt d'impôts, tous les tarifs communiqués **ne doivent pas inclure de taxes.**

Article	Description	Nombre et description du personnel par niveau	Tarif horaire	Nombre d'heures nécessaires	Total
1. Frais professionnels					
1.1	Formation personnel de terrain				
1.2	Honoraire personnels de terrain				
1.3	Honoraire personnels de traitement des données				
1.4	Honoraires Consultants(conception et analyse)				
1.5	Logistiques				
1.6	Charges Administratives				
<i>Total des frais professionnels</i>					GNF
2. Débours					
<i>Total des débours</i>					GNF
Prix total du contrat (Frais professionnels + débours)					GNF

Commentaires du vendeur:

Je certifie par la présente que la société mentionnée ci-dessus, au nom de laquelle je suis dûment autorisé à signer, a examiné la Demande de Cotation UNFPA/CCC/RFQ/YY/NNN, y compris l'ensemble des annexes, des amendements au document (le cas échéant) et des réponses fournies par l'UNFPA aux questions de clarification des prestataires potentiels. De plus, la société accepte les Conditions générales de l'UNFPA applicables aux contrats, et respectera ce devis jusqu'à son expiration.



Nom et titre : Barbara SOW/Représentante

Cliquez ici pour indiquer une date.

Date et lieu : Conakry le 17/01/2020



Annexe I :
Conditions générales applicables aux contrats :
Contrats visés par la clause de minimis

Cette Demande de devis est soumise aux Conditions générales de l'UNFPA applicables aux contrats visés par la clause de minimis, disponible en [anglais](#), [espagnol](#) et [français](#).